

PARIS
MATCH

BASQUES

Ils déclenchent
la guerre des vacances
Ils nous révèlent
leur plan

ESSENCE

On se bat pour
elle aux Etats-Unis
Tokyo: les dessous
du sommet

TRANSAT

Riguidel et
Tabarly racontent
leur duel

RENAULT

Jabouille: "le turbo,
c'est l'avenir"

PEUGEOT

Pour la première
fois le patron parle

...mmies
entraiment au tir
les collines du
Basque ont décidé
apper pendant
vacances. Un peu partout,
ombes de l'Eta
cat en Espagne. Et
coup de touristes ont
me à passer la
tiere



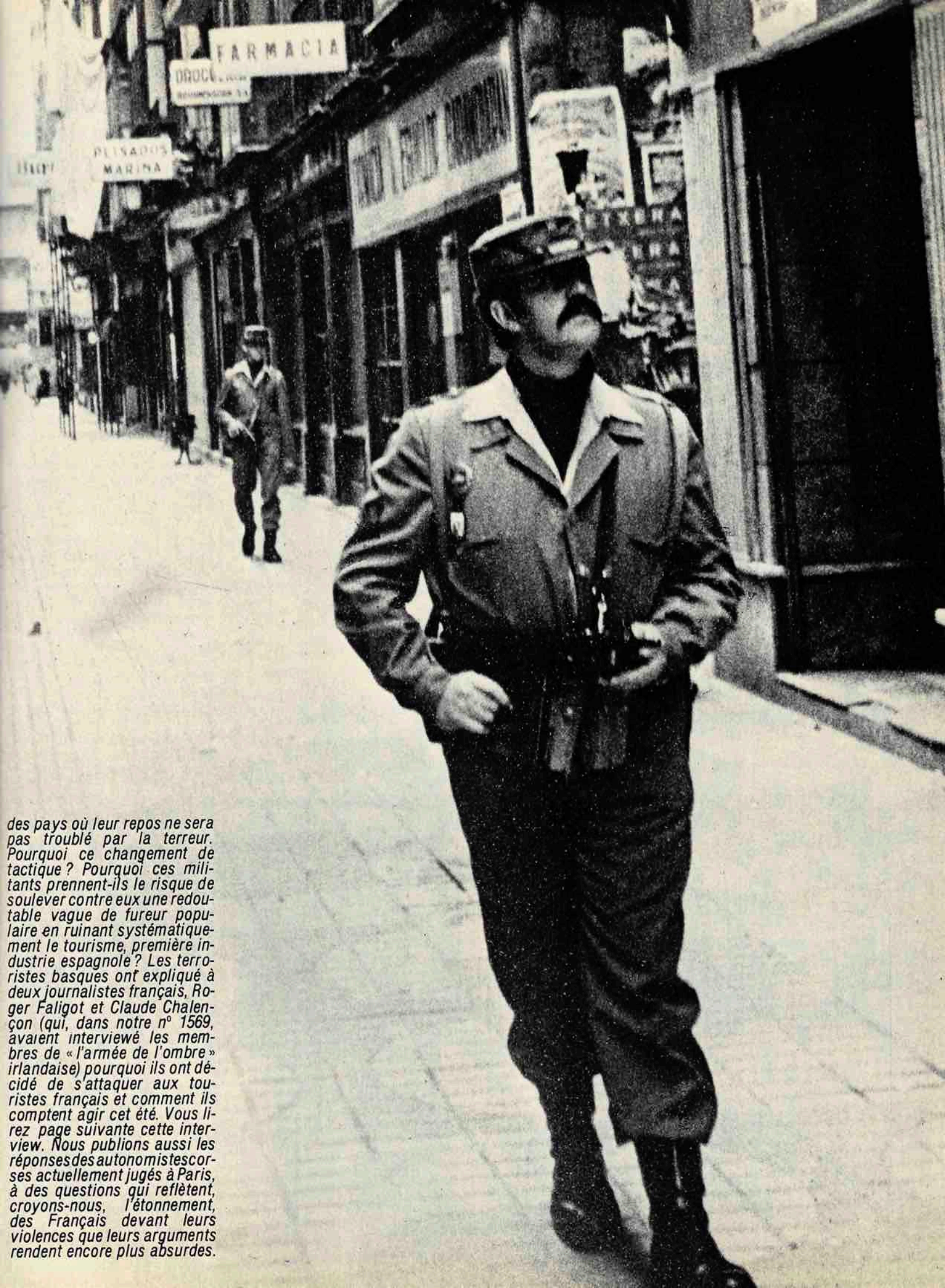


Les
terroristes
basques font
le vide

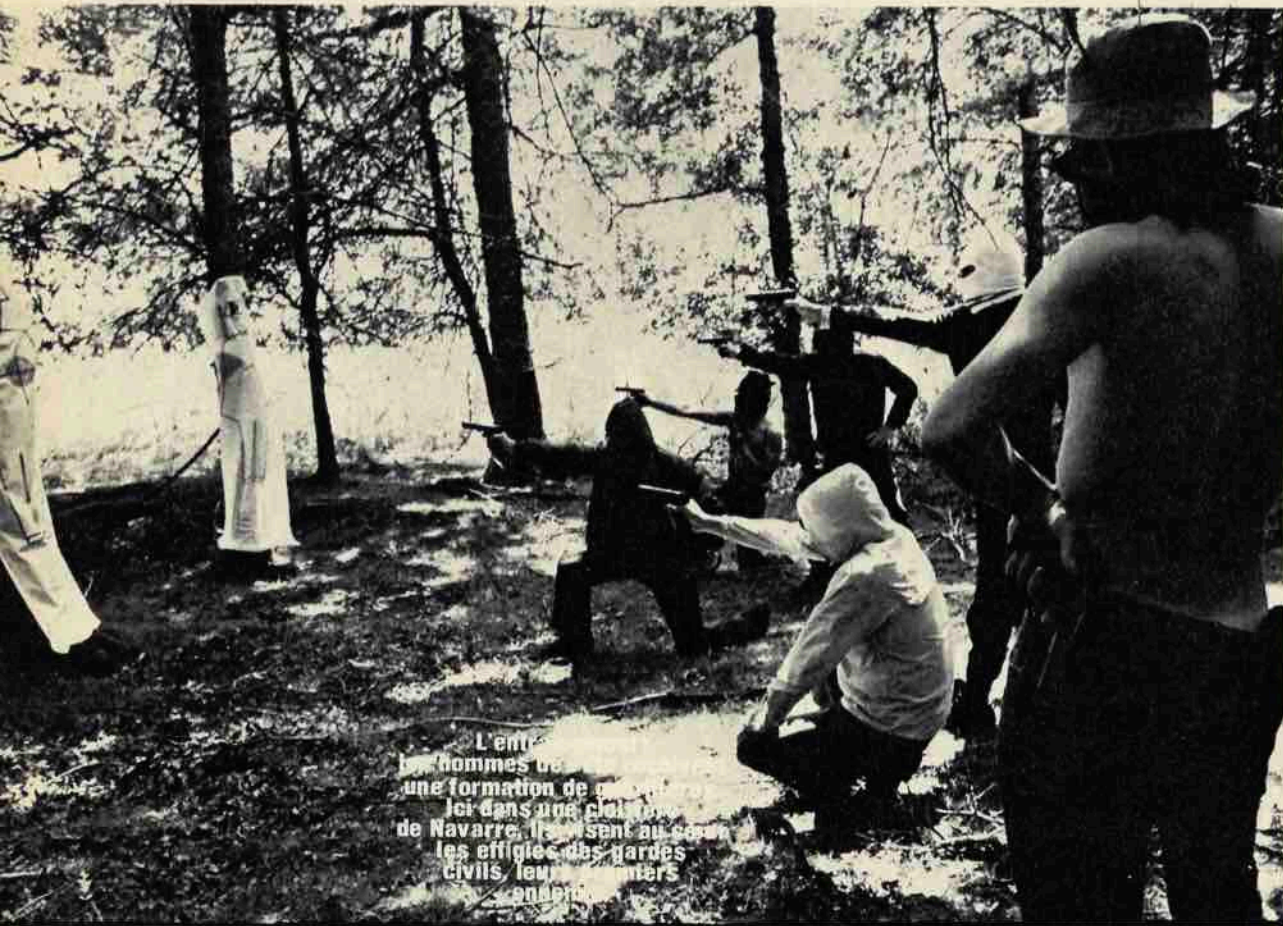
LA GUERRE DES VACANCES

Les policiers espagnols, surnommés « les gris », quadrillent le faubourg de Lasco Viejo à Bilbao où se cachent les sympathisants de l'E.t.a. et où ont eu lieu de nombreux incidents

Le terrorisme s'a
qu'ici aux édifices
police ou à l'an
prend aujourd'hu
des Français puis
leurs vacances.
autonomistes co
les hôtels ou
vacances; bomb
ristes basques à
promesses d'en
tres; coups de
trains de vaca
brises cassés et
sur les voitures
immatriculées e
climat de l'Espag
Français comp
leurs vacances
comme le montr
prise à Bilbao. Et
des Français,
conquête sacrée
ils n'acceptent pa
mis. Beaucoup d
annulé les rés
chambres d'hôte
tions de villas, p
dre leurs congés



des pays où leur repos ne sera pas troublé par la terreur. Pourquoi ce changement de tactique ? Pourquoi ces militants prennent-ils le risque de soulever contre eux une redoutable vague de fureur populaire en ruinant systématiquement le tourisme, première industrie espagnole ? Les terroristes basques ont expliqué à deux journalistes français, Roger Faligot et Claude Chalencón (qui, dans notre n° 1569, avaient interviewé les membres de « l'armée de l'ombre » irlandaise) pourquoi ils ont décidé de s'attaquer aux touristes français et comment ils comptent agir cet été. Vous lirez page suivante cette interview. Nous publions aussi les réponses des autonomistes corses actuellement jugés à Paris, à des questions qui reflètent, croyons-nous, l'étonnement, des Français devant leurs violences que leurs arguments rendent encore plus absurdes.



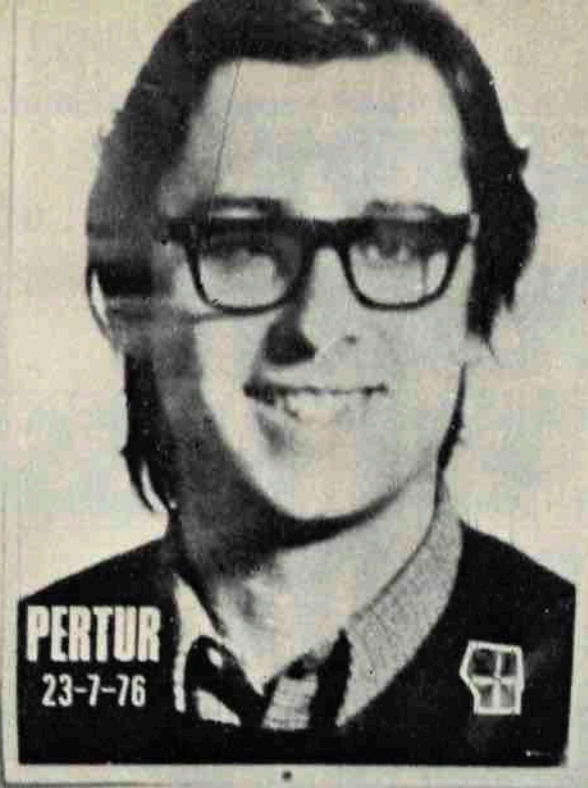
L'enlèvement :
 Les hommes de
 une formation de
 Ici dans une clairière
 de Navarre, ils brûlent au canon
 les effigies des gardes
 civils, leurs ennemis
 endormis.

Ils s'exercent à tirer sur des effigies de gardes civils

Attentats visant des personnes et qui, au cours des seuls premiers mois de cette année, ont fait 79 morts. Attentats à l'explosif détruisant immeubles publics, voies ferrées, mairies, ouvrages d'art, maisons privées. Le Pays basque espagnol chaque jour s'enfonce un peu plus dans le désordre. Ces jours derniers, des séparatistes armés se sont déclarés prêts à étendre la guérilla qui désormais frapperait aussi les intérêts français dans toute l'Espagne. A la France, ils reprochent en effet de rechigner à accorder le statut de réfugiés politiques aux militants qui, sur notre territoire, trouvent un « sanctuaire »; de livrer parfois à la police espagnole ces mêmes militants; de fermer les yeux sur le contre-terrorisme qui les frappe. A la pointe de ce combat visant l'Etat espagnol — mais qui maintenant nous concerne également, à la suite des menaces proférées à l'encontre des touristes français — Eta (« Euskadi ta askatasuna »: Pays basque et liberté) créé en 1960 mais qui, depuis 1974, s'est scindé en deux organisations. L'une, l'Eta militaire, qui est responsable de la quasi-totalité des assassinats de policiers et de militaires espagnols, affirme que le nouveau régime de Madrid continue « d'opprimer » le Pays basque ni plus ni moins que sous le régime de Franco. L'autre, l'Eta, dite « politico-militaire », considère que depuis l'assassinat de l'amiral Carrero-Blanco et surtout avec la démocratisation, les nationalistes basques doivent « comprendre » la situation nouvelle. Cette organisation se dit prête à accepter un projet d'autonomie du Pays basque — pourvu que la Navarre y soit incluse. Elle a, en outre, participé à la création d'une formation politique légalisée mais aux thèses trop dures aux yeux de Madrid: Eia — « Euskal iraultsarako alderdia »: le parti de la révolution basque. Bref, elle s'était, taillée une réputation de modération relative. Mais elle vient de revendiquer de nombreux attentats, ouvrant ainsi un véritable second front.



L'enlèvement :
 Javier Crespo, délégué basque
 au ministère de l'Education
 a été kidnappé à San Sebastian
 comme « traître ». Il
 est photographié avec ces
 mots: « Celui-là, c'est
 pour Madrid. »



PERTUR
23-7-76



La conférence de presse: des chefs de l'E.t.a. politico-militaire expliquent leur programme sous le portrait de « Pertur », le fondateur, enlevé en 1976. On

NOTRE OBJECTIF C'EST AUSSI LE PAYS BASQUE FRANÇAIS

**Roger Faligot
et Claude Chalencon
ont interviewé
les terroristes
de l'E.T.A**

C'est la première fois que des dirigeants de l'Eta politico-militaire ont accepté de répondre à une longue interview de journalistes de langue française. Ils sont membres du Biltzar Tipia, « la petite assemblée », organe dirigeant, de dix membres, de l'Eta. Ils ont donné deux prénoms : Zaharra et Luzia. Au cours de l'interview, une jeune femme les a rejoints, dans cet appartement situé dans la région de Pampelune, en Navarre.

P.M. Quels liens existent entre le parti politique Eia et votre organisation, l'Eta politico-militaire ?
Eta. Aucun lien organique entre nous et l'Eia. Cependant, l'Eia (le « Parti de la révolution basque ») se sent proche de notre politique et réciproquement. Après la 7^e Assemblée, notre congrès en somme, nous avons formé un certain nombre de nos cadres afin de créer ce parti. Ceux-ci ont

alors quitté la clandestinité et l'Eta. Sans nous affaiblir longtemps, cela nous a coûté. Ainsi, certains de nos « commandos spéciaux » nous ont quittés pour rejoindre l'Eta militaire. Beaucoup trop habitués à la lutte clandestine, ils n'ont pu se faire à la situation nouvelle. Nous estimons en effet, nous, que tuer un garde civil aujourd'hui n'est pas le même acte que le tuer sous Franco. Notre but réel est moins « ponctuel » mais vise à faire prendre en charge la lutte armée par toute la population. Tout en continuant de frapper les symboles de l'Etat espagnol, nous visons aussi des objectifs auxquels les gens sont immédiatement sensibles. Dans les luttes ouvrières, les quartiers, les villages, nous avons une politique d'intervention très active, si bien que les masses savent qu'elles peuvent compter sur nous.

P.M. Vous est-il possible de donner des détails sur votre mode d'organisation militaire ? Par exemple, êtes-vous organisés comme l'Eta « mili » ?

Eta. Non. Nous avons une structure double, deux appareils : l'un pour l'intervention régulière, l'autre pour l'intervention opérationnelle. Le premier possède un caractère stratégique de masse. Il n'intervient pas de façon forcément spectaculaire. Ses buts : défendre et consolider militairement toutes sortes d'organes de contre-pouvoir populaire : des mouvements féministes, des associations de locataires, des luttes syndicales, des mouvements de résistance à la pollution, etc., Particulièrement si ces mouvements se heurtent à la répression. C'est ici que joue la solidarité entre notre armée et le parti Eia qui crée et développe ces organismes de contre-pouvoir. D'autre part, nous avons mis au point des « colonnes » qui visent à transformer cet appareil régulier, en armée populaire, prête à surgir. Par contre, l'appareil opérationnel est une structure parallèle qui se consacre à des opérations militaires de plus grande envergure, nécessitant spécialisation et armement sophistiqué. Un exemple : l'occupation, pendant plusieurs heures, le 18 juin 1978, du gouvernement militaire de San Sebastian par trente de nos combattants... Souvent, lorsque des militants du premier secteur sont « grillés » par la police, ils plongent dans le secteur opérationnel, totalement souterrain. Pour finir, nous possédons un appareil d'information, qui accomplit des tâches de renseignements.

P.M. Les femmes trouvent-elles place dans l'Eta politico-militaire ?

Eta. D'abord, au moment d'être intégrées dans l'organisation armée, elles sont traitées de la même manière que leurs compagnons. Elles jouent, de fait, un rôle croissant. Dernièrement un commando a été arrêté : il était composé de trois femmes et d'un homme... C'était la première fois dans l'histoire de l'Eta que les femmes étaient les plus nombreuses dans un commando.

« Nous sommes pour la création d'un contre-pouvoir populaire »

P.M. Quel est votre sentiment sur les activités de l'Eta militaire qu'on décrit souvent comme plus intransigeante, et qui a revendiqué, cette année, la grande majorité des attentats contre des membres de la police ou de l'armée espagnole ?

Eta. Dans l'action, nous sommes souvent d'accord, mais il y a une profonde différence politique entre nos luttes armées. Pour eux, rien n'a changé depuis la mort de Franco. Ils sont toujours en train de lutter contre la dictature militaire ! Nous, en revanche, nous pensons que la démocratisation de l'Etat espagnol est un fait,

mais que cette démocratie bourgeoise, au Pays basque, ne dispose pas des appareils d'intégration politique nécessaires. (Que ceux qui doutent de cette crise d'intégration basque jettent un coup d'œil aux résultats des dernières élections : 35 % de voix pour les partis de la résistance armée, Eia et « Herri Batasuna », ce dernier étant proche de l'Eta militaire). La démocratisation n'y fonctionnant pas — à cause de la résistance basque — elle utilise la répression. Même problème, autrefois, que pour les Français en Algérie, aujourd'hui pour les Anglais en Irlande. Bref, l'Eta « mili » cherche à provoquer une déstabilisation globale et rapide du nouveau système politique madrilène. Sans nous fixer le même objectif, nous ne l'aiderons pas à se stabiliser, mais dans la phase actuelle, nous nous consacrons d'abord à un autre type d'action : appui au parti Eia, création d'organismes de contre-pouvoir populaire basque, obtention d'un véritable statut d'autonomie avec tous les transferts de pouvoir de Madrid au Pays basque. L'Eta « mili » s'oppose globalement au statut d'autonomie. Nous lui sommes favorables car cela améliorera les conditions de notre combat pour l'indépendance et le socialisme.

P.M. Donc votre but est le même, l'indépendance, mais vous estimez qu'en attendant, l'autonomie, vers cette indépendance, serait bonne à prendre.

Eta. Pour faciliter, en effet, cette marche à l'indépendance.

P.M. Vous empruntez un virage, vous, les politico-militaires, alors que l'Eta strictement militaire fonce droit.

Eta. Il y a de ça.

P.M. Quel bilan faites-vous des dernières élections espagnoles ?
Eta. Nos résultats ont prouvé que la lutte de masse est plus importante que la lutte institutionnelle. Cela ne nous empêchera pas d'intervenir au sein des institutions que le statut d'autonomie donnera au Pays basque (le conseil général) et même au sein du parlement espagnol.

Mais la campagne électorale a mis en relief plusieurs faiblesses du parti Eia. Il n'a pas assumé correctement la lutte armée que nous menions. Du 15 juin 1978 au 1^{er} mars 1979, Madrid a coupé systématiquement les négociations dans tous les domaines : sociaux, culturels, politiques. Le peuple basque s'est senti hors la loi au sein de l'Etat espagnol et n'a pas trouvé dans Eia l'image du radicalisme que proposait la lutte armée de l'Eta politico-militaire. En conséquence, « Herri Batasuna », front politique des « militaires », a recueilli les bénéfices électoraux de la radicalisation de la population basque. La gauche dans son ensemble a dépassé les 50 % de voix au Pays basque. Mais au sein de cette gauche, c'est le courant « lutte armée » qui a pris 50 000 voix au parti nationaliste basque et 70 000 au parti socialiste ouvrier

espagnol. Bien que l'Eia vise à la création d'un parti révolutionnaire qui conduira à la rupture avec l'Etat espagnol et le système capitaliste, « Herri Batasuna » a eu un plus grand succès parce que, mieux que Eia, il a su parler de la lutte armée.

P.M. La répression dont vous parlez n'est-elle pas, depuis l'amnistie générale, une conséquence directe de votre campagne terroriste ?

Eta. Le gouvernement espagnol orchestre une campagne d'intoxication. Il tente d'associer deux idées : Eta et terrorisme. Face à cette assimilation grossière, nous voulons dire que le peuple basque a toujours lutté, les armes à la main, pour la démocratie pendant la guerre civile, puis quand la guerre et le nazisme ont embrasé le reste de l'Europe. En France occupée, les réfugiés basques ont joué un rôle important dans la résistance. Nous reconnaissons qu'en Espagne le régime a changé ; la démocratie parlementaire a été établie. Mais cette démocratie n'est pas la même dans l'ensemble de l'Etat espagnol. En Euskadi, comme en Catalogne, en Andalousie, la démocratie n'existera vraiment que lorsque le droit à l'autodétermination aura été reconnu. Nos objectifs immédiats — dans le cadre de l'autonomie, mais comme tremplin vers l'indépendance — sont : 1. le retrait des forces répressives espagnoles du Pays basque et libération des prisonniers politiques ; 2. la mise en vigueur du conseil économique-administratif qui donnera au Pays basque son autonomie fiscale ; 3. l'abrogation du décret de « bilinguismo » qui continue de donner à la langue espagnole la suprématie sur la langue basque.

P.M. Combien y a-t-il de « prisonniers politiques » aujourd'hui, et quel est leur statut ? On a parlé d'une réforme de l'administration pénitentiaire : le sort des détenus n'est-il pas différent de celui qui était le leur sous le général Franco ?

Eta. Près de deux cents prisonniers. Leurs conditions de détention sont souvent pires que sous Franco, et la torture continue. Ceux qui torturent nos prisonniers sont les mêmes qu'avant. Parce qu'il a choisi la répression pour les Basques, M. Suarez a promu les tortionnaires, au lieu de les écarter. Prenons des exemples : M. Sainz était un tortionnaire qui officiait sous Franco. Il était même le plus connu : il a torturé des centaines de personnes. Non seulement il a été maintenu à son poste à la direction de la police espagnole, mais ensuite nommé directeur-général de la police de l'Etat espagnol. M. Vallesteros était inspecteur de la « Brigade politico-social ». Il ne s'est pas privé de torturer des gens. Il a été promu chef de la police à Bilbao, puis, le mois dernier, « commissaire général de l'Information » à la place d'un certain Conesa. M. Conesa,

aujourd'hui à la retraite, commandait une brigade spéciale de deux douzaines d'hommes, une brigade anti-Eta. Conesa, tout le monde connaît ce nom : c'est lui qui a torturé Eva Forest. Les tortionnaires les plus sauvages du régime précédent se retrouvent maintenant à la tête de la police du Pays basque et seule notre lutte permettra de les démasquer... et de les supprimer. Si nous sommes des terroristes, alors plus de 50 % de Basques le sont aussi.

« Nous voulons d'abord le statut d'autonomie comme principe »

P.M. Que pensez-vous des autres mouvements autonomistes en Espagne ?

Eta. Les dernières élections ont donné cinq sièges aux autonomistes andalous. Aux Canaries aussi, le sort des séparatistes est excellent. En Catalogne et en Galicie, le mouvement d'émancipation semble moins fort. En tout cas, nous soutenons le droit de toutes ces nationalités à l'autodétermination.

P.M. Sous la forme dite des « cinquante lois », le gouvernement espagnol va faire voter par le parlement un statut d'autonomie pour le Pays basque. Ce statut pourrait-il vous satisfaire ? Quelle sera votre attitude lorsqu'on négociera sa mise en place ?

Eta. Nous ne voulons pas de ce statut d'autonomie des « cinquante lois ». Nous voulons d'abord qu'on examine et que l'on vote le statut d'autonomie comme principe. En premier lieu, le parlement espagnol doit reconnaître entièrement les droits historiques de la nation basque. Le contenu du statut, les « cinquante lois », ne doit être négocié et discuté qu'après. Sinon, la situation sera tendue et les choses tourneront très mal. Dès le début, deux choses surtout doivent être dites clairement : 1. La Navarre ne deviendra pas l'Ulster du Pays basque ; elle sera pleinement intégrée à l'Euskadi ; 2. les prisonniers seront amnistiés et le dispositif de répression espagnol devra être retiré du Pays basque. Qu'un tel statut passe, ce sera un pas significatif vers l'autonomie, sinon ce sera la guerre totale.

P.M. Si le statut d'autonomie, vous donne satisfaction, ferez-vous taire les armes ?

Eta. Non. Nous ne déposerons les armes que le jour où nous aurons atteint nos objectifs stratégiques : l'indépendance et le socialisme.

P.M. En menant quels combats ?

Eta. Nous avons et nous aurons toujours plusieurs champs d'intervention. Prenez l'affaire Michelin, elle est exemplaire pour signifier notre combat.

P.M. L'affaire Michelin ?
Eta. Oui. Michelin, entreprise multinationale qui a toujours été, sous Franco comme après, une entreprise très répressive, n'acceptant ni syndicats ni comité

d'entreprise. Les licenciements pour faits syndicaux étaient constants. Les grèves ouvrières y avaient toujours été brisées par un patronat intransigeant. En février de cette année, un conflit a eu lieu pour la reconnaissance des comités d'entreprise de quatre usines, pour des augmentations de salaires et l'ouverture de négociations avec la direction. Au moment où la lutte des travailleurs de Michelin risquait de s'effiloche, Eta politico-militaire a pris en otage le directeur général français de l'usine de Vittoria, M. Roussier, et une balle lui a été tirée dans la jambe à titre d'avertissement. Nous avions projeté l'arrestation simultanée de deux directeurs après que, de nouveau, la direction Michelin ait refusé toute négociation. L'un s'est échappé, l'autre a été capturé par une de nos unités : il s'agissait de Louis Abaitua Palacios. Cette arrestation du directeur a provoqué une remontée de l'activité ouvrière face au refus de négociation. Même les commissions ouvrières, pourtant contrôlées par le parti communiste, ont rejeté la responsabilité de cette situation sur Michelin. Détenu pendant neuf jours, M. Abaitua a eu le temps de nous faire de nombreuses révélations que nous avons enregistrées sur cassette, diffusées ensuite par une radio. Le magnétophone est une arme terrible ! Nous avons annoncé que si les négociations ne commençaient pas, le directeur de Michelin serait abattu. La direction a alors cédé et nous avons décidé de relâcher notre prisonnier, mais le comité d'entreprise, par voie de presse, nous a implicitement demandé de ne pas le faire avant que les négociations aient vraiment débuté. C'était une excellente opération pour aider la lutte ouvrière, mais aussi une opération de dissuasion pour l'ensemble du patronat.

P.M. Vous dites avoir défini « des champs d'intervention culturels, ou écologiques ». Qu'en est-il pratiquement ?

Eta. A Irun, un industriel, M. Montero, pollueait les deux rivières proches de son usine ; des odeurs insupportables pour la population. Nous l'avons obligé à faire une étude technique sur un système de filtrage des odeurs et à la présenter, pour ratification, aux associations de quartiers à la mairie de la commune et aux groupes écologistes. Les décisions de la population, représentée par ces trois instances, devaient être respectées point par point. Elles l'ont été.

Sur le « champ culturel », une action spectaculaire a été l'enlèvement de M. Crespo, délégué, pour la Guipuzcoa, du ministère de l'Education nationale. Nous avons arrêté d'ailleurs trois autres délégués mais nous avons gardé Crespo symboliquement. Pendant les jours de sa détention, nous avons diffusé une alternative culturelle de dix-huit pages environ où nous propositions une solution au problème de la langue

basque. Nous intervenons également contre la fuite des capitaux basques. Nous prévenons les industriels de ne pas s'y livrer. Vous avez là une idée de nos actions de contre-pouvoir.

Parallèlement, pour montrer notre force face au gouvernement central, nous montons des opérations d'envergure à des moments politiques précis. Ainsi, lorsque Madrid a coupé toutes négociations l'année dernière, nous avons engagé simultanément deux opérations. Premièrement, nous avons « libéré » 300 kg de dynamite, 500 fusils et 35 000 balles. Deuxièmement, nous avons occupé le gouvernement militaire de San Sebastian, un grand bâtiment situé entre une caserne de la Garde civile et une caserne de la police municipale. Il n'était pas question de tuer ou d'enlever qui que ce soit, mais seulement de prendre toutes les armes et de faire une démonstration de force. Pendant quelques heures nous avons arrêté plusieurs officiers supérieurs, dont un général.

« Des attaques contre les intérêts français ne sont pas exclues »

P.M. Nationalistes basques, quelle est votre attitude en ce qui concerne le pays basque français ?

Eta. Nos objectifs stratégiques sont la réunification du pays, Nord et Sud, et le socialisme. Mais nous pensons que la lutte au nord est l'affaire des Basques du nord. Nous n'avons jamais utilisé l'Euskadi-nord (pays basque français) que comme un refuge. Mais récemment plusieurs réfugiés basques ont été victimes d'attentats à la suite d'informations données par la police française aux services spéciaux espagnols.

P.M. L'Eta militaire menace de s'en prendre aux intérêts français au Pays basque. Vous-mêmes venez de décrire dans quelles conditions vous vous êtes attaqués à l'entreprise Michelin. Envisagez-vous des attentats contre les intérêts français en Espagne ou sur le sol français ?

Eta. Si l'on tient compte de la récente attitude de l'Etat français, qui harcèle les réfugiés politiques pour les remettre aux autorités espagnoles, les possibilités de refuge seront restreintes et il nous faudra reconsidérer le problème en tant qu'organisation armée. Il n'est pas à exclure que nous organisions des attaques sérieuses contre l'Etat français ; pas forcément sur le sol français, mais par exemple en attaquant des intérêts économiques français sur le sol espagnol, en Euskadi, ou ailleurs...

P.M. Et les touristes ? Vos récentes menaces seront-elles suivies d'effets ? Qu'allez-vous faire ?

Eta. Demandez d'abord à la France ce qu'elle a l'intention, elle, de faire. Nous vous répondrons ensuite. ■